Anne-Laure DOTTE, Valelia MUNI TOKE, Jean SIBILLE,
dirs, *Langues de France, langues en danger :
aménagement et rôle des linguistes*

Paris, ministère de la Culture et de la Communication/Délégation
générale à la langue française et aux langues de France/Privat,
coll. Cahiers de l'Observatoire des pratiques linguistiques, 2012,
176 pages. Accès : [http://www.dglf.culture.gouv.fr/publications/
Cahier_Observatoire/Cahiers_3_langues_en_danger.pdf](http://www.dglf.culture.gouv.fr/publications/Cahier_Observatoire/Cahiers_3_langues_en_danger.pdf).

Jacques-Philippe Saint-Gerand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8724>
DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8724
ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013
Pagination : 226-228
ISBN : 978-2-8143-0182-5
ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jacques-Philippe Saint-Gerand, « Anne-Laure DOTTE, Valelia MUNI TOKE, Jean SIBILLE, dirs, *Langues de France, langues en danger : aménagement et rôle des linguistes* », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8724> ; DOI : [https://doi.org/10.4000/
questionsdecommunication.8724](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8724)

Harms, que l'on lit dans le dernier chapitre dont les analyses ont permis à l'auteur d'affirmer que c'est bien par abduction que les thèmes emplissent les textes.

Le livre s'achève par une série d'exercices – accompagnés de corrigés – qui pointent tous la même question : c'est la place du locuteur dans l'interprétation du sens, comme le montre toute la réflexion, autour des virtualités des signifiés, des images schématiques, du ressenti synesthésique et de la contextualité des articles, qui le conduit à alléguer que l'interprétation est non seulement en rapport direct avec l'encyclopédie du locuteur, mais aussi et surtout avec la maîtrise des rouages de la langue.

On peut regretter que les études exhaustives réalisées se soient toujours appuyées sur des textes de petite taille. On aurait sans doute également apprécié que les analyses de l'auteur, souvent ancrées dans les travaux de François Rastier, soit pour émettre quelques critiques à l'égard de son appareillage conceptuel, soit pour corroborer certaines de ses analyses, lient davantage la question du sujet parlant à l'analyse des grands corpus. Lorsqu'il affirme, à la dernière page de l'opus, que « l'environnement de la lexie est le texte » (p. 171), Christophe Cusimano fait complètement abstraction du grand débat qui agite les sciences humaines sur la place des corpus comme observatoire des pratiques langagières, car, lorsqu'on travaille sur des corpus, l'environnement d'une lexie déborde le texte et son sens n'est pas que dans le contexte linguistique naturel immédiat, mais dans tous les co-occurents qui l'entourent dans différents textes du corpus. La notion de « passage », telle qu'elle a été théorisée par François Rastier (« Passages », *Corpus*, 6, 2007, pp. 25-54), et les différents travaux de Damon Mayaffre (*Mesure et démesure du discours. Nicolas Sarkozy (2007-2012)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013) sur la co-occurrence dans les corpus politiques montrent clairement que les mises en réseaux doivent privilégier les co-occurrences aux occurrences, le corpus à son ensemble sur le texte. On aurait aimé savoir plus de choses sur le rapport entre le local et le global, entre le sème, le thème du texte et le genre et les discours qui les englobent. Car comme l'écrit Friedrich Schleiermacher (*Herméneutique*, Genève, Labor et Fides, 1987, p. 34), « Toute compréhension du détail est conditionnée par une compréhension du tout ». Or, dans la réflexion de Christophe Cusimano, le tout ne franchit pas les limites du texte. À cet égard, qu'en est-il, par exemple, du rapport entre variation individuelle et genres de texte ? Cette variation est-elle conditionnée par l'appartenance de tel texte à tel genre ou non ? Et sur la question des isotopies : est-ce que c'est la variable *auteur*, Franz Kafka par

exemple, qui a un impact sur les connexions entre les isotopies, ou est-ce l'inscription des isotopies dans telle ou telle *praxis* (littéraire, politique, journalistique) qui conditionne ces liens ?

Mais, en montrant que la question de la variation individuelle est loin d'avoir livré tous ses secrets, ces quelques remarques ne légitiment que plus pleinement le projet de l'auteur et la pertinence de son propos car ce qui rend l'ouvrage remarquable est la coprésence de deux volontés complémentaires. En effet, c'est l'une de ses forces et l'une de ses originalités, l'une est liée à la réflexion théorique et à la conceptualisation, l'autre proche de la vulgarisation scientifique et de l'application, les deux permettant la traçabilité du raisonnement et de la démonstration. Pour terminer, on ne peut que conseiller la lecture de cet ouvrage comme un fort bel exemple d'un travail cohérent en sémantique qui permet d'allier, de manière méthodique, des postulats théoriques à la démonstration argumentée et exemplifiée.

Driss Ablali

CREM, université de Lorraine, F-57000
driss.ablali@univ-lorraine.fr

Anne-Laure DOTTE, Valelia MUNI TOKE, Jean SIBILLE, dirs,
Langues de France, langues en danger : aménagement et rôle des linguistes.

Paris, ministère de la Culture et de la Communication / Délégation générale à la langue française et aux langues de France/Privat, coll. Cahiers de l'Observatoire des pratiques linguistiques, 2012, 176 p. Accès : http://www.dglf.culture.gouv.fr/publications/Cahier_Observatoire/Cahiers_3_langues_en_danger.pdf.

La Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) a organisé à Lyon, les 22 et 23 janvier 2010, deux journées d'étude sur le thème servant d'intitulé à l'ouvrage et le volume présente les résultats de ces journées. Les deux premières contributions ont pour thème les langues en danger. Dans « Langues en danger : idéologies, revitalisation » (pp. 15-32) Colette Grinevald et Michel Bert étudient le cas du rama, au Nicaragua, et montrent la force de l'impact idéologique sur les procédures d'analyse et de revitalisation des langues en danger : la reconnaissance du caractère multiethnique et plurilingue du Nicaragua, la reconnaissance d'un gouvernement autonome pour les Ramas, ces faits ont fortement contribué à revaloriser les droits linguistiques de ce peuple. Dans « Langues en danger et écologie du langage » (pp. 33-40), Nadège Lechevrel note que, depuis un peu plus d'une vingtaine d'années, la métaphore écologique est devenue d'une banalité

confondante lorsqu'on traite des langues en danger. Selon Einar Haugen (*Studies by Einar Haugen: Presented on the Occasion of his 65th Birthday*, La Haye, Mouton, 1972), le promoteur de cette notion, il s'agissait de convoquer autour de l'étude des langues en danger l'ensemble des disciplines que l'on a l'habitude de référencer sous l'intitulé *linguistique externe* : ethnolinguistique, sociolinguistique, démolinguistique, dialectologie, linguistique historique... Mais, depuis lors, la métaphore écologique est susceptible de prendre deux sens distincts. Dans le premier cas, est souligné le lien étroit existant entre la perte de la diversité linguistique et la crise écologique générale (protection, biodiversité, équilibre et développement durable, etc.). Dans le second, ce sont plutôt la politique et la planification linguistique qui sont convoqués (écosystème, coévolution, exaptation, sélection, etc.). Dans les deux cas, le résultat est que, au lieu d'être l'observateur impartial des faits, le linguiste devient « la main invisible agissante qui permet l'homéostasie des écosystèmes linguistiques » (p. 35). Toutefois, les métaphores écologiques font courir le risque d'accentuer la focalisation des études sur le seul aspect de la mondialisation et de la modernité au détriment de l'étude des situations d'attrition ou de pertes linguistiques anciennes. En outre, ces métaphores tendent à expulser les locuteurs de leurs langues puisqu'elles donnent l'impression que ces langues ont leur existence autonome et constituent des objets indépendants ayant leur propre évolution. La conclusion de l'auteur est alors sans appel : « Les travaux d'écologie des langues dans le domaine des langues en danger vont vers la recherche d'un équilibre linguistique, qui, pour être atteint, nécessite une part d'intervention ou des formes d'action de la part des linguistes » (pp. 37-38). Il est donc nécessaire de ne plus envisager le linguiste comme seul et simple expert, mais il faut que celui-ci – sous réserve de la définition d'une éthique pour l'écologie des langues – réfléchisse aux conditions dans lesquelles il peut agir entre « militantisme pour les langues minorisées » et « participation aux politiques linguistiques » (p. 38). Comme on le voit, cette étude a le mérite de poser franchement des questions fondamentales que les linguistes ne peuvent plus occulter.

Ensuite, le spectre de la réflexion se rétrécit avec des articles traitant de différentes « langues de France ». Dans « Le picard est-il bienvenu chez les Chtis ? Identité(s) régionale(s), marketing et conscience linguistique dans le Nord de la France », Alain Dawson (pp. 41-53) traite des rapports brouillés entre le picard et le chtimi et montre comment et combien le Nord-Pas de Calais constitue un milieu « hostile » au linguiste

en raison de la force des fausses représentations dont sont victimes ses diverses formes de parler. Dans « Langues et dialectes en Suisse : les rapports entre langue standard et dialecte en domaine roman et germanique » (pp. 55-64), Marc-André Hinzelin franchit la frontière, non seulement géographique mais également disciplinaire, puisqu'il se livre à une étude du statut des quatre langues nationales que sont le français, l'allemand, l'italien et le romanche, dans laquelle il montre que la vitalité des dialectes en Suisse est étroitement dépendante de l'attitude des locuteurs par rapport à la culture qu'ils supportent. En Suisse alémanique, par exemple, la préférence du dialecte repose sur le rejet de l'hégémonie de l'Allemagne, tandis que, en Suisse romande, le français a toujours bénéficié d'un réel prestige. Michel Bert et Jean-Baptiste Martin traitent de la « Genèse d'une politique linguistique régionale : le projet FORA (Francoprovençal-Occitan-Rhône-Alpes) » (pp. 65-77). Il s'agit là d'un état des lieux de la vitalité des langues régionales en Rhône-Alpes, de leurs représentations et de leurs implications tant culturelles qu'idéologico-politiques. Dans « L'implication du sociolinguiste "périphérique" », (pp. 77-86) abordant la redoutable question des relations catalano-occitanes, Henri Boyer montre qu'il est impossible au linguiste de ne pas être impliqué dans les aspects idéologiques et politiques de sa recherche et doit, par conséquent, refuser de céder à la tentation d'une fausse neutralité. Le domaine occitan fait également l'objet de la contribution de Patrick Sauzet : « Occitan : de l'importance d'être une langue » (pp. 87-106). L'auteur revient sur le statut de « langue nue » conféré à cet objet que rien d'externe ne parvient à définir, mais qui a toujours connu une extension massive aussi bien comme vernaculaire que comme langue littéraire. Longtemps concédée à l'occitan, la dénomination de « patois » a réduit celui-ci à un statut ancillaire que les articles publiés en français par Charles de Tourtoulon et Octavien Bringuier (*Étude sur la limite géographique de la langue d'oc et de la langue d'oïl*, Paris, Impr. nationale, 1876), à la fin du XIX^e siècle dans la *Revue des langues romanes*, n'ont pu neutraliser.

Dans « Mythologie(s) occitane(s) et figures de l'autorité ; le rôle du linguiste dans l'imaginaire de l'aménagement linguistique » (pp. 107-117), James Costa analyse avec acuité la perte de crédit progressive du linguiste et du sociolinguiste dans les discours militants au bénéfice des professions médicales qui ont l'avantage de produire un discours social sur la langue plus facilement compréhensible. Dans « De quoi breton est-il le nom ? » (pp. 119-128), Ronan Calvez prend l'exemple par excellence d'une langue de France non

gallo-romane et montre que, derrière le fort contraste de ses représentations épilinguistiques, le breton reste toujours le modèle d'une langue populaire qu'il faut soit mépriser, soit exalter.

Mais il est des langues de France parlées hors du territoire métropolitain. Ainsi les parlers de Guyane et de Nouvelle-Calédonie sont-ils les objets d'étude de Michel Launey (pp. 129-140) et de Claire Moyse-Faurie (pp. 141-152). Dans le cas de la Guyane, l'auteur souligne les relations ambiguës et complexes ayant opposé ou rapproché sur le territoire les linguistes de terrain et l'institution scolaire ; dans le second cas, c'est la langue haméa qui est explorée alors qu'elle est à la fois réduite à une aire géographique de plus en plus petite et victime du danger de la colonisation qui a fragilisé tous les savoirs traditionnels et, conséquemment, le vocabulaire attaché, tandis que « les langues kanak sont, avec le français, des langues d'enseignement et de culture en Nouvelle-Calédonie » (p. 152). L'avant-dernier article, de Kamal Naït-Zerrad, « Le berbère, l'aménagement linguistique et les linguistes » (pp. 153-159) montre le statut différent des langues berbères selon les pays dans lesquels elles se déploient. Pour lutter contre l'absence de prise en charge de ces langues par les institutions et l'intrusion par les médias de la langue dominante dans les foyers, le rôle des linguistes est primordial, mais leurs possibilités de travail sont aujourd'hui fortement limitées par l'insécurité politique et djihadiste. Enfin, dans une contribution quelque peu marginale par rapport à l'ensemble, Agnès Millet et Isabelle Estève (pp. 161-175) abordent la question de la langue des signes et, face aux dangers qui menacent sa stabilité, les auteures suggèrent de ne pas diaboliser, ni béatifier, ni sanctuariser la langue des signes française (LSF) afin de « la proposer aux enfants sourds comme une ressource à disposition parmi d'autres » (p. 174).

Avec le volume, la DGLFLF propose quelques éléments de réflexion enrichissant la question des langues en danger. Toutefois, dans l'ensemble, on reprochera à ces contributions de s'intéresser plus au statut des langues qu'à leur véritable nature, d'où l'impression de toujours rester un peu à la surface des choses en dépit d'informations quantifiées abondantes. Mais n'est-ce pas finalement le destin de ces travaux qui s'inscrivent dans le cadre de l'étude des langues de France, toujours placées dans le sigle même de l'institution qui les sauvegarde, comme un écho affaibli de la langue française ?

Jacques-Philippe Saint-Gerand
CeReS, université de Limoges, F-87036
jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr

Paul GHILS, *Le langage est-il logique ? De la raison universelle aux diversités culturelles*.

Paris/Louvain-la-Neuve, Éd. L'Harmattan/Academia, 2012, 158 p.

Quiconque a été sensible aux sketches désopilants et pourtant si profonds de Raymond Devos est à même de répondre à la question posée par le titre du présent ouvrage. La conversion du langage en discours fait constamment apparaître les deux faces de ce Janus éternel : d'une part, une logique implacable et, d'autre part, une flagrante tentation de pencher vers la déraison. Cependant, Paul Ghils aborde évidemment la question d'un point de vue éminemment plus sérieux et circonstancié que l'humoriste. Et pour cela, il dispose d'une érudition, probablement quelque peu déconcertante pour un public d'honnêtes gens du ^{xx}e siècle, qui lui permet de maîtriser aussi bien les faits de culture chinoise que ceux des civilisations indo-gangétiques, ou du Moyen-Orient, en parallèle avec les origines sanscroutanées, comme on disait encore au début du ^{xix}e siècle, de notre culture indo-européenne. Le propos de l'auteur est clair dans son principe et l'architecture du volume rend parfaitement compte de son objectif démonstratif. Il s'agit de valider l'hypothèse selon laquelle, en Occident, le langage et la logique – de même origine, mais diversement conçus par Héraclite et Aristote – ont été au fondement de représentations du monde souvent antonymiques. Il n'est que de se rappeler la vieille opposition de l'esprit de finesse et de celui de géométrie, alors que ces deux esprits se développent finalement dans un même espace qui est celui du langage, le langage naturel d'une part, celui symbolique de l'autre, tandis que la rationalité gouverne autant l'un et l'autre. Or, ces représentations opposées que livrent l'objectivité scientifique et le monde perçu, vécu et agi par le sujet, ont toutes l'ambition d'atteindre à la réalité d'une vérité que le langage et les langues ont pour responsabilité d'énoncer. Dans ces conditions, qu'en est-il du statut de l'humain et des cultures qui l'ensorcellent par la prégnance de leurs structures ?

Une première partie de sept chapitres, « Parler et penser, hier et aujourd'hui » (pp. 29-89) propose une vision panoramique et panchronique du rapport de l'activité de parole à celle de penser. Tandis que les habitudes culturelles indo-européennes penchent plutôt vers un binarisme manichéen, Gustave Guillaume, l'un des premiers, envisageait des schèmes ternaires. Parcourant la voie chinoise, les développements observés au Moyen-Orient et les dialogiques extra-européennes, Paul Ghils propose une réflexion sur la